

Le mouvement national

Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, la France a procédé à la mobilisation d'Algériens, afin qu'ils participent au conflit. Elle a réussi à prélever près de 30000 personnes comme soldats et ouvriers. La résistance à la conscription causa une vague de révoltes, notamment celles de Beni-Chougrane, en Oranie, et celles du Sud-Constantinois, qui avaient été réprimées dans le sang. Aussi, la propagande d'origine turco-allemande n'aboutit pas au grand soulèvement populaire espéré.

Les Algériens avaient donc participé à une guerre qui ne les concernait absolument pas. Ils y avaient connu l'humiliation et la discrimination. Toutefois, cette transplantation en France allait leur ouvrir des horizons nouveaux. Ils prirent mieux conscience de leur appartenance à l'Algérie algérienne et se trouvèrent disposés à s'engager et à s'investir totalement dans le mouvement national. D'autre part, les sacrifices consentis par les soldats et les ouvriers algériens dans la France en guerre avaient servi de motifs pour les revendications des élus musulmans. En référence à tels sacrifices, ceux-ci réclamaient des réformes de compensation. C'est donc dire que cette expérience a été à l'origine d'une nouvelle ère de résistance du peuple algérien, une résistance sous des formes pacifiques : revendications à travers la presse, les clubs et associations, syndicats, mais aussi partis ou structures politiques. Elles étaient l'œuvre de personnalités avec des idéaux parfois divergents, mais qui tous visent à améliorer la situation des Algériens sur leur terre. C'est le début de ce qui est désigné par l'appellation « Mouvement national », lequel se présente comme l'ensemble des actions de lutte et de revendication, œuvres de militants et autres acteurs algériens, visant à faire face à l'ordre colonial, fait de domination, injustice et discrimination.

Bien entendu, le contexte international a beaucoup aidé à la stimulation d'un tel mouvement, car avec la Première Guerre mondiale qui prend fin, les peuples colonisés avaient eu beaucoup d'espoir d'accéder eux aussi à la liberté. C'est surtout le cas après la déclaration du président Wilson (les fameux quatorze points).

Quatre courants sont à distinguer pour ce qui concerne le mouvement national algérien : les assimilationnistes qui demandaient à ce que les Algériens autochtones aient les mêmes droits que ceux d'origine européenne ; les indépendantistes qui voulaient l'indépendance de l'Algérie ; les réformistes dont l'action visait à introduire des réformes surtout sur le plan culturel, de sorte à préserver la personnalité algérienne ; les communistes qui, dans une vision

universelle, luttèrent contre le système de domination et les injustices sociales et économiques auxquelles il donne lieu.

Les assimilationnistes

L'une des figures de ce courant fut l'émir Khaled. Petit fils de l'émir Abdelkader, il s'engagea dans l'armée française jusqu'à sa mise en retraite en 1919 avec le grade de capitaine. Il prit part aux élections municipales de décembre 1919 ; il gagna et finit par être élu conseiller d'Alger, conseiller général et délégué financier de la même ville, il mena une campagne pour défendre un programme de réformes. Il revendiqua la fin des pouvoirs disciplinaires qu'exerçaient les administrateurs des communes mixtes, le rattachement pur et simple des trois départements algériens à la France, la représentation musulmane au parlement, l'égalité totale devant la loi... En 1923, sous la pression des colons qui craignaient pour leurs intérêts, il est exilé en Égypte puis en Syrie où il mourut en 1936.

D'autre part, il y avait des assimilationnistes qui activaient après la guerre mondiale sans une structure quelconque et qui créèrent leur mouvement politique, en l'occurrence la Fédération des musulmans algériens élus, le 11 septembre 1927, sous la direction de Benthami. Partisans de l'assimilation, ces élus demandaient « *la représentation des Algériens au parlement français, l'égalité entre Algériens et Français pendant la période du service militaire, l'égalité des salaires et des indemnités de travail, l'abolition du Code de l'indigénat, l'application des lois sociales françaises à l'Algérie...* ». Au cours des années trente, Ben Djelloul s'intronisa à la tête du mouvement et devint une figure emblématique du courant assimilationniste.

Les indépendantistes

Ce courant est représenté par l'Étoile nord-africaine (ENA) dont la création remonte à mars 1926. Des divergences demeurent sur son origine, mais Hadj Ali Abdelkader semble être le véritable président de ce parti à ses débuts avant de céder le pouvoir à Messali Hadj en juin 1926. L'ENA est structurée au sein de l'émigration algérienne en France.

Le 20 novembre 1929, à la veille des fêtes du centenaire, l'ENA est déclarée dissoute pour « *propagande portant atteinte à l'intégrité du territoire algérien* ». En 1933, le parti renaît de ses cendres avec une nouvelle appellation Glorieuse Étoile nord-africaine. De nouveau, le 27 janvier 1937, sur proposition du gouverneur général, elle fut dissoute.

A ses débuts, l'Étoile nord-africaine a bénéficié largement du soutien du Parti Communiste Français (PCF), notamment du point de vue politique et logistique. Mais conscient de ses propres divergences avec le PCF sur la question nationale algérienne, Messali prit ses distances vis-à-vis de ce parti. Lors du Congrès de reconstitution de l'ENA en 1933, la double appartenance est interdite. À l'époque, Messali multiplia les déclarations contre les communistes : « *Les Algériens veulent l'indépendance de leur pays, non une tutelle communiste et le communisme fait plus de tort que de bien à la cause indigène.* », « *Nous avons abandonné le communisme de mort pour le nationalisme de vie* »...

Par ailleurs, si au début, l'ENA était un parti nord-africain qui défendait les intérêts des peuples de tout le Maghreb, Messali finit par le rendre une organisation algérienne. Dans son volet politique, le programme de l'ENA revendique entre autres « *l'indépendance de l'Algérie, le retrait total des troupes d'occupation* », la « *constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une assemblée constituante élue au suffrage universel...* »

De nouveau, et précisément le 11 mars 1937, Messali Hadj annonça à Nanterre la création du Parti du peuple algérien. Sa devise était : « *ni assimilation, ni séparation, mais émancipation* ». Sur le fond, le programme était presque similaire à celui de l'ENA. Le 18 juin 1937, le siège du PPA est transféré à Alger, rendant ce mouvement proche de la masse. La popularité de Messali grandit après une tournée populaire dans certaines villes. Élu conseiller général d'Alger en octobre 1937, il est emprisonné l'année suivante. À la veille de la 2^e Guerre mondiale et précisément le 29 septembre 1939, le PPA est dissous par les Français et ses dirigeants arrêtés.

Les réformistes

Le mouvement des oulémas réformistes algériens, apparu après la première guerre mondiale, voulait « épurer l'islam local et le sortir de son isolement relatif pour le remettre dans le courant de ce qu'on pourrait appeler l'internationale panislamique. » Le mouvement de Ben Badis s'inspirait de Mohammed Abdou, célèbre réformiste égyptien, et de Rachid Rédha. L'installation en Algérie de plusieurs savants algériens juste après la Première Guerre mondiale, après avoir acquis une formation en Orient, est un élément remarquable dans la naissance du courant réformiste. Créée le 5 mai 1931 à Alger, l'Association des oulémas musulmans algériens est présidée par Ibn Badis (1889–1940). Officiellement, c'est une association à caractère moral et religieux. Ainsi, son but c'est « d'encourager au bien,

détourner du mal, expliquer les vérités de la religion, prêcher l'union. » Ibn Badis résume dans un article de son journal Ach-Chihab paru en mai 1932 le programme des oulémas : « *Redresser et réformer le peuple arabe algérien du point de vue religieux, national, littéraire et scientifique* ».

L'Association des oulémas déclarait dans ses statuts qu'elle n'exercerait pas d'activités à caractère politique. Mais l'histoire retient le contraire. En effet, Ibn Badis et ses amis ont largement pris part au mouvement national en prenant position sur diverses affaires politiques.

Les moyens d'action des Oulémas sont divers. Il y avait la presse, en créant plusieurs organes pour défendre leurs idées. Ils s'appuyaient aussi sur l'école, car ils avaient leurs propres écoles libres. On trouve aussi le cercle culturel réformiste (nadi), qui est un lieu de rencontre de toutes les classes de la société (l'élite, les savants, les politiciens...) et où tout le monde discute de tous les sujets.

Les communistes

Le courant communiste en Algérie est né après la Première Guerre mondiale et la victoire des Bolchéviks en Russie. Les premiers militants représentent la tendance extrême de la fédération socialiste algérienne qui activait déjà avant 1914. Mais, les communistes sont confrontés à un double problème. Il y a premièrement celui de sa composante, car il compte dans ses rangs des militants européens qui, influencés par leur milieu, n'admettaient pas l'idée de l'indépendance. Deuxièmement, il y a le problème de son autonomie. En effet, le courant communiste algérien était très dépendant du Parti Communiste Français (PCF), qui lui dicte la conduite à tenir. C'est ce qui explique par exemple, le changement continu dans le programme des communistes algériens. C'est pour cela que le cas de ce courant est un peu particulier.